

RÉSISTANCE DU PARC GEZI

La réclamation d'un éthos démocratique ?

Gülçin ERDI LELANDAIS

Chargée de recherche CNRS-UMR CITERES

« Une société n'est pas une marmite où les sujets de mécontentement, à force de bouillir, finissent par faire sauter le couvercle ; c'est une marmite où un déplacement accidentel du couvercle déclenche l'ébullition, qui achève de le faire sauter. Si l'accident initial n'éclate pas, le mécontentement reste diffus, quoique visible si le spectateur est de bonne foi et n'a pas intérêt à ne rien voir [...] ; il est vrai que le spectateur ne peut rien prédire quant au passage du diffus à l'explosion »

Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire* (1971)

Personne ne s'attendait à une résistance politique de grande ampleur en Turquie. Certes, des mobilisations et campagnes étaient occasionnellement organisées autour de sujets divers comme l'exploitation contestée des ressources naturelles, la dégradation de l'environnement, la violence envers les femmes, la destruction de bâtiments historiques, les déplacements forcés de population dus aux grands projets de développement et d'urbanisation, l'interdiction de la place Taksim aux manifestations de la classe ouvrière, la liberté de la presse et plus généralement le respect des droits de l'homme. Cependant, ces actes de protestation semblaient ne pas trouver écho et soutien dans la société et ne concerner que des milieux intellectuels et professionnels spécifiques comme les urbanistes, conscients et préoccupés par l'exploitation néolibérale à l'outrance de l'espace (urbain et/ou rural) et l'environnement qui le compose, et les populations directement touchées par les conséquences néfastes de cette exploitation.

Il n'a fallu qu'une nuit sous les arbres abattus du parc Gezi pour démentir le présupposé d'une société turque apathique et d'une jeunesse turque dépolitisée. L'indignation et le sentiment d'injustice suscités par les événements stambouliotes se sont rapidement diffusés dans les principales villes de la Turquie. À l'exception de deux villes (Siirt et Bayburt), des manifestations de soutien ont été organisées spontanément dans soixante-dix-neuf villes du pays pour réclamer la préservation du parc et exprimer une solidarité avec ses occupants violemment expulsés par la police. Elles se sont progressivement transformées en un acte politique de refus et de soulèvement existentiel.

L'objectif de cet article est d'étudier cette période de révolte spontanée, de comprendre ses ressorts et d'analyser sa genèse et ses objectifs. Quelle a été la portée de cet acte citoyen ? Comment a-t-il pris une telle ampleur aussi rapidement ? Que voulaient dire les manifestants ? Qu'est-ce qui distingue la résistance du parc Gezi d'autres mobilisations politiques et sociales en Turquie ?

Après un retour sur les moments de la mobilisation autour du parc, nous tenterons de répondre à ces questions afin de comprendre s'il s'agit d'une demande d'éthos démocratique, voire d'un nouvel éthos de la cité.

Sous les feuilles des arbres d'un parc isolé

Jusqu'au soir du 27 mai 2013, le parc Gezi, situé au milieu d'un quartier touristique d'Istanbul (Taksim) hautement urbanisé dont il est la seule zone verte, ne suscitait pas un intérêt particulier pour la plupart des habitants qui passaient devant sans le fréquenter. Mal entretenu, le parc servait entre autres d'abri pour les sans-abris. Il est devenu la cible de toutes les attentions grâce à des messages électroniques qui ont commencé à diffuser, via des listes d'information, des appels d'urgence à l'aide et au soutien ainsi que des images de bulldozers en train de d'abattre une partie des arbres à l'entrée nord du parc, en plein milieu de la nuit. Inopinée, cette mobilisation n'a pas pour autant surgi de nulle part. Le sort du parc préoccupait depuis plus d'un an des militants spécialisés dans l'urbanisme, l'architecture et la transformation urbaine, depuis que le gouvernement avait annoncé en 2012 le projet de réaménagement de la place Taksim et la construction d'un centre commercial en lieu et place du parc Gezi. Réunis au sein de l'Association pour la protection et l'embellissement du parc Gezi fondée en novembre 2012, ce sont eux qui ont rendu compte du début des travaux via les réseaux sociaux et planté des tentes dès le premier jour pour veiller à la

protection du parc, empêchant ainsi les bulldozers d'avancer. Un député du Parti de la paix et de la démocratie (BDP, pro-kurde), Sirri Süreyya Önder, qui passait par hasard près du parc Gezi, a décidé de prendre part à la résistance en formation en se plaçant devant les bulldozers avec une poignée de militants, attirant ainsi l'attention des médias et de l'opinion publique.

Le 28 mai, une coalition d'associations pour le droit à la ville a présenté une pétition au Conseil de protection du patrimoine culturel d'Istanbul l'invitant à protéger le parc. Dans l'après-midi, les bulldozers sont revenus une deuxième fois. Les manifestants ont résisté et la police a utilisé des gaz lacrymogènes pour vider les alentours du parc. La démolition du parc a repris en fin de journée et s'est poursuivie jusqu'à ce que des députés du BDP et du Parti républicain du peuple (CHP) bloquent de nouveau les bulldozers. Les personnes et les associations sur place ont alors appelé à manifester à 19 heures le même jour. Ils ont décidé d'investir les lieux, de planter davantage de tentes et de dormir sur place pour empêcher toute nouvelle intervention.

La journée du 29 mai a débuté dans le calme, avec quelques centaines de personnes venues manifester dans le parc. L'ambiance était plutôt festive, avec des projections de film et des concerts spontanés. Tout au long de la journée, les militants ont planté des arbres, des fleurs et des semences dans le parc comme symbole de résistance contre sa démolition. Leur nombre augmentait progressivement et une centaine de personnes ont dormi dans le parc ce soir-là pour continuer la veillée.

Le 30 mai, la police turque est intervenue à 5 heures du matin pour évacuer les protestataires du parc. En sus d'une utilisation massive de gaz lacrymogène, elle a mis feu à leurs tentes et permis aux bulldozers de poursuivre le travail de démolition. Après la diffusion sur les réseaux sociaux des images de ce raid matinal caractérisé par un haut niveau de violence, les gens se sont amassés autour du parc tout au long de la journée alors que la police en bloquait les entrées au public sur application d'un décret du gouverneur d'Istanbul.

Le 31 mai, la police a encore fait preuve de brutalité en aspergeant massivement de gazes protestataires pacifiques souhaitant accéder au parc. Les associations réunies sous la bannière « Solidarité de Taksim » ont été empêchées de faire une déclaration publique aux médias et plusieurs personnes ont été gazées en plein visage par la police. La photographie d'une femme urbaniste, habillée d'une robe rouge et attaquée par la police alors qu'elle était immobile sera l'une des images les plus diffusées à travers le monde tout au long de la mobilisation pour le

parc Gezi¹. Dans les affrontements avec la police, un député et un journaliste connu ont été blessés et la violence policière n'a pas cessé de la journée. À la suite de ces événements, la mobilisation s'est étendue en quelques heures. Solidarité de Taksim a rappelé à manifester à 19 heures le même jour. Ce qui s'annonçait initialement comme une mobilisation locale d'une poignée de militants professionnels est devenue soudainement l'une des plus grandes mobilisations dans l'histoire récente de la Turquie. Les manifestants du parc étaient plus de 20 000 en fin de journée, alors que plusieurs milliers d'individus marchaient encore dans la ville et tentaient d'accéder à la place Taksim sans forcer les barrages policiers installés dans tout l'arrondissement de Beyoglu.

Dans la nuit du 31 mai, la police a barricadé le parc, fermé toutes les routes et interdit les transports en commun menant à la place Taksim. Ainsi, la place s'est transformée en un champ de bataille ; les manifestants ont tenté – et dans certains cas réussi – à briser les barricades. Avec la propagation de l'information sur le blocus policier de Taksim et la dénonciation croissante du silence des médias, les habitants d'Istanbul ont commencé à s'organiser dans leurs propres quartiers et à se diriger ensemble vers Taksim. Le matin du 1^{er} juin, en l'absence de transports publics, des centaines de manifestants marchaient sur le pont du Bosphore pour rejoindre ceux de Taksim, un événement sans précédent. Le rôle des réseaux sociaux et notamment de Twitter et Facebook s'est révélé décisif dans la diffusion massive des informations relatives à ces événements et de l'appel à manifester. Du 31 mai au 1^{er} juin, #DirenGeziParki [Resist Gezi Park] a été le hashtag le plus répandu mondialement sur Twitter². Dans la journée du 31 mai, plus de 500 000 personnes l'ont utilisé pour envoyer quelque 37 millions de tweets³. Pendant les trois jours que durèrent ces événements, les médias nationaux ont préféré ne pas en parler, préférant diffuser des documentaires sur les pingouins, qui deviendront d'ailleurs un des symboles les plus utilisés de la résistance tout au long de l'été. De ce fait, de nombreuses manifestations ont également été organisées devant les bâtiments des grandes chaînes d'information nationales.

¹ Les photos de cette femme ont été prises par Reuters. Les photos et les informations sur ce jour de l'intervention peuvent se trouver sur Internet. À titre indicatif, on peut voir le site du *New York Daily News* : <http://www.nydailynews.com/news/world/woman-symbol-turkey-protests-article-1.1362428> (consulté le 7 octobre 2013).

² Social Media and Political Participation Research Center (SMaPP), *Data Report. A Breakout Role for Twitter? The Role of Social Media in the Turkish Protests* (http://smapp.nyu.edu/reports/turkey_data_report.pdf, consulté le 7 octobre 2013).

³ Habituellement, il y a 9 à 11 millions de tweets envoyés par jour en Turquie. Lorsque les événements ont commencé à prendre de l'ampleur le 31 mai, le nombre total de tweets envoyés en Turquie a atteint les 15,2 millions. Le même jour, 558 000 utilisateurs de Twitter ont envoyé un total de 3,7 millions de tweets utilisant le hashtag #geziparki, ou les mots « Taksim » ou « Gezi Parki ». Le 1^{er} juin, 27,5 millions de tweets ont été envoyés en Turquie (source : *ibid*).

Les manifestations de solidarité se sont étendues à d'autres villes dans les jours suivants, le plus souvent pour dénoncer la brutalité policière. Dans toute la Turquie, les manifestants ont envahi les rues. Les affrontements avec la police se sont poursuivis pendant plus d'un mois. Six manifestants sont morts, huit mille personnes ont été blessées, et onze personnes ont perdu un œil lors des manifestations. Vers le milieu du mois de juillet, les protestations de rue se sont progressivement transformées en des forums de quartier organisés spontanément dans les parcs publics des grandes villes de Turquie.

« *Kahrolsun bağzi şeyler !* » (À bas certaines choses !)

La genèse de la résistance née au parc Gezi

À première vue, la résistance autour du parc Gezi pourrait être interprétée comme l'expression d'une frustration diffuse au sein de la société turque face à un gouvernement dont les pratiques tendraient à effacer l'héritage kémaliste et laïque longtemps dominant dans le champ politique turc. De ce fait, elle aurait pu être analysée comme un conflit entre la tendance islamiste de plus en plus visible du gouvernement et l'éthos séculaire du pays. Cependant, les manifestations n'ont en rien révélé un conflit entre conservateurs et laïcs, même si les kémalistes étaient fortement représentés parmi les manifestants.

De nombreux chercheurs en sociologie des mouvements sociaux ont avancé que les frustrations pouvaient constituer le point de départ de mobilisations en raison du sentiment de dépossession qu'elles génèrent. Pour les tenants de cette théorie, les gens protestent et/ou se rebellent non parce qu'ils sont objectivement privés ou démunis, mais parce qu'ils se sentent privés ou démunis relativement à d'autres personnes, groupes ou situations avec lesquels ils se comparent. Ted Gurr met en avant la notion de frustration relative⁴ qui désigne un état de tension, une satisfaction attendue et refusée, génératrice d'un potentiel de mécontentement et de violence. Dans le cas de Gezi, les paroles et slogans des manifestants pourraient effectivement laisser penser que certaines frustrations sont à l'origine des mobilisations, notamment à propos des nouvelles lois limitant la consommation d'alcool et des avertissements adressés aux couples quant à leur comportement dans les lieux publics. Cependant, une analyse approfondie des raisons de la participation des individus nous

⁴ T. Gurr, *Why men Rebel?*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

permette de défendre l'idée que la frustration n'est qu'un des facteurs de la mobilisation enclenchée dans toute la Turquie à la suite des tentatives de destruction du parc Gezi.

Si l'on s'intéresse au profil social des manifestants, nous avons affaire à un public hétérogène réunissant à la fois des étudiants, des ouvriers, des cadres et des intellectuels⁵ : 56 % des manifestants étaient détenteurs d'un diplôme universitaire mais 79 % d'entre eux n'étaient ni membre ni ne se sentaient proches d'une association ou organisation politique⁶. Ces données montrent, en fait, que la frustration (notamment sociale et économique) n'explique pas à elle seule l'accroissement du nombre de manifestants. Elle n'en est en tout cas pas la raison principale. Ceci est par ailleurs confirmé par les propos des manifestants. Les interviews menées montrent que le passage à l'action ne répond pas uniquement à la volonté de voir satisfaite une frustration mais plutôt à une indignation et une contestation générale du régime politique actuel. Un des participants explique ainsi :

« Pourquoi je participe aux actions ? C'est en fait comme une vengeance de toutes les choses [initiées par le gouvernement] depuis très longtemps. Il y a beaucoup de personnes qui pensent comme moi. Aujourd'hui, on ne se tient pas ici que pour le parc Gezi et ses arbres. Nous sommes là parce que nous sommes en colère contre les restrictions progressives sur l'alcool, la tentative d'interdiction de l'IVG, la vente de la majorité des terrains publics, les agissements dictatoriaux de R. T. Erdogan, ses insultes à notre égard malgré les décès [de plusieurs personnes], sa propension à qualifier d'alcoolique toute personne ayant bu de l'alcool et ses discours en direct emplis d'autosatisfaction et d'arrogance⁷. »

Une analyse des slogans entendus pendant les manifestations montre également que la résistance ne s'est pas organisée autour d'objectifs politiques et ne l'a pas été par des organisations politiques au sens classique du terme. Malgré la forte présence de nombreuses organisations politiques ou syndicales, qu'elles soient kémalistes, nationalistes, laïcistes ou d'extrême gauche, aucune d'entre elles n'a réussi à dicter ses slogans ni à gérer ou à diriger l'orientation des mobilisations. Au contraire, les participants se sont opposés à toute récupération politique et ont pris soin d'éviter le recours à des slogans politiques traditionnels. Ils ont plutôt privilégié l'humour et l'ironie comme répertoire d'action. « *Kahrolsun bağzi şeyler* » (À bas certaines choses) illustre à merveille cette posture exprimant un

⁵ Voir l'enquête réalisée par l'institut Konda sur le profil des manifestants à Gezi : www.konda.com.tr

⁶ *Ibid.*

⁷ Interview de Duygu (étudiante, 20 ans) par un journaliste du site d'information T24. Voir les interviews réalisés avec des manifestants : <http://t24.com.tr/haber/gezi-parki-direniscileri-kim-kendilerini-nasil-tarif-edyorlar/231272> (consulté le 7 octobre 2013).

mécontentement et une insatisfaction à l'égard du système dans lequel on vit sans formuler pour autant des revendications ou slogans structurés par des idéologies politiques. « Nous sommes les soldats de Mustafa Keser [un vieux chanteur populaire] » était un autre slogan emblématique visant à se moquer de ceux parmi les manifestants qui se considéraient comme « les soldats de Mustafa Kemal [Atatürk] ».

Les acteurs de cette résistance défiaient également toute autorité publique (police, justice, etc.) et signifiaient clairement l'inefficacité de la violence policière par des actes et des paroles ironiques, par exemple en se plaçant devant un canon à eau avec les bras ouverts ou en disant « Police ! Vends des *simits*⁸ et garde ton honneur » ou « Oh ! Le gaz lacrymogène », « Lacrymogène embellit votre peau ».

Si l'indignation contre la violence policière et la colère envers le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan étaient partagées par l'ensemble des manifestants, ces derniers ne sont pas descendus dans la rue pour les mêmes raisons, celles-ci variant en fonction du statut social et économique des individus. Cependant, tous partageaient une aspiration à la liberté, exigeaient le respect de tous et cherchaient à voir leur dignité restaurée face aux pratiques autoritaires d'un gouvernement s'attachant dans ses pratiques à façonner une société conservatrice niant les différences et préférences individuelles. Le sempiternel discours du Premier ministre sur sa légitimité électorale, invitant constamment les manifestants à faire la preuve de leur vraie force par les urnes n'a fait qu'aiguiser la confrontation entre les forces de l'ordre et les manifestants, ces derniers ne considérant plus les élections comme un moyen efficace d'expression démocratique et rejetant toute représentation institutionnelle.

Trois constats majeurs peuvent donc être dressés concernant la genèse de la résistance autour de Gezi. Tout d'abord, les manifestations nées autour du parc Gezi ont exprimé une mise en cause de la légitimité électorale. Le gouvernement a cherché à faire du jeu électoral l'outil par excellence de légitimation de son pouvoir, et par là même le moyen d'imposer son projet politique à une société civile « turbulente ». Or, pour beaucoup de manifestants, alors que l'espace politique semble être verrouillé, la légitimation par les urnes suscite des interrogations sur l'exercice réel de la souveraineté populaire aussi bien que sur la représentativité des élus. Elle ne constituait donc pas une raison pour arrêter la manifestation et entrer dans un jeu électoral en tentant de construire un mouvement politique. De plus, à leurs yeux, la légitimité d'un pouvoir politique ne signifie pas la légitimité de l'ensemble de ses actions. Pour de nombreux manifestants, si le gouvernement pouvait être considéré

⁸ Petite pâtisserie turque vendue dans toutes les rues du pays par des vendeurs ambulants.

comme légitime puisque vainqueur d'élections libres, il a perdu toute légitimité en usant de mesures répressives pendant la période des manifestations⁹.

Ensuite, la négation par le gouvernement des demandes d'une partie de la société qui n'a pas voté pour lui et la répression de la révolte ont accéléré le passage à l'action que Sophie Wahnich définit comme le temps révolutionnaire du précipité¹⁰, même si pour le cas de Gezi, cette précipitation n'a pas débouché sur une véritable révolution. Autrement dit, sur le temps court, « l'expérience vécue est celle d'un moment d'agrégation rapide et inattendue de groupes sociaux qui étaient auparavant distincts, un moment de fusion proprement révolutionnaire qui les a conduits à expérimenter une puissance qui jusque-là était restée en puissance¹¹ ». « Là est le temps du "précipité" qui conduit à filer la métaphore du catalyseur, et qui est celle du "maintenant ou jamais", du temps qui risque de manquer si aucune décision n'est prise¹² ». Les paroles d'un des manifestants illustrent ce sentiment de nécessité et de précipitation qui domine les individus dans les manifestations :

« Je suis venue ici parce que j'en avais marre d'être spectateur des dérives autoritaires du gouvernement. Ils accumulaient depuis des mois les interventions liberticides. L'IVG des femmes, l'alcool, le 3^e pont... Ils vendent tout ce qu'ils trouvent. De plus, quand j'ai vu comment ils ont brûlé les tentes au parc Gezi, je me suis dit "là il faut y aller, il faut donner un coup de main. Si on ne le fait pas, on ne pourra plus arrêter ce gouvernement". Je me suis donc rendu à la place Taksim le 1^{er} juin, juste après les événements du 31 mai et tous les jours pendant quinze jours, j'y suis allé comme si j'allais au travail, comme une responsabilité, quelque chose qu'il faut absolument faire¹³. »

On peut faire ici le parallèle avec la Commune de Paris dans la mesure où les manifestants à Gezi sont descendus dans la rue dans une certaine précipitation et ont exprimé leur vision du monde sous les arbres du parc en installant un système d'entraide et la gratuité, en déployant des slogans de fraternité et en barricadant la zone, créant ainsi pendant un moment éphémère leur société idéale fictive. Ils l'ont d'ailleurs surnommé Taksim Komünü (Commune de Taksim) :

« À l'heure actuelle, le parc Gezi, la place Taksim, une grande partie de la rue Istiklal et Gümüssuyu font énormément rappeler la Commune de Paris de 1871. On ne peut pas parler d'une commune proprement dite mais ce qui est

⁹ Les propos pris des discussions du forum des lecteurs du journal *Radikal*, www.radikal.com.tr, consulté le 5 octobre.

¹⁰ S. Wahnich, « Incertitude du temps révolutionnaire », *Socio*, n°2, novembre 2013, à paraître.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

¹³ Interview réalisé avec Göker par téléphone, le 5 juillet 2013.

en train de se construire donne cette impression. Dans cette zone, il n'y a pas d'État ni de police. En l'absence d'un ordre étatique, il existe une ambiance anarchisante mais ne croyez pas que ceci amène l'insécurité. Croyez-le ou non, on sent la liberté dans l'air. Il y a des gens qui circulent de temps à autre pour distribuer gratuitement à manger. Des médecins et infirmières volontaires soignent des manifestants blessés. Une solidarité incroyable et une culture de travail collectif se sont installées. Les gens font tous des sacrifices pour leur camarade de révolte¹⁴. »

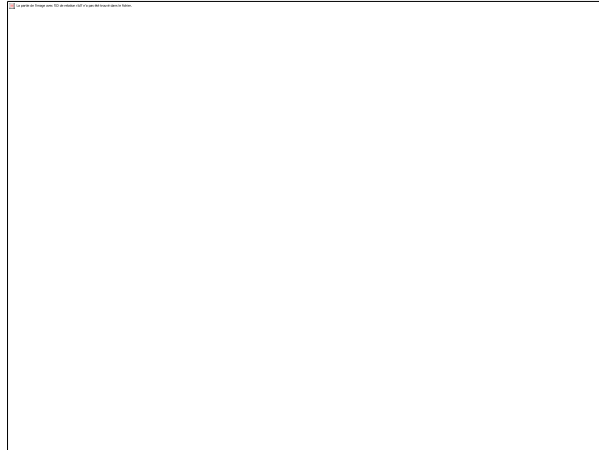


Photo-1 : « Vers la Commune de Taksim ». Photo prise en juin 2013.

Enfin, ces révoltés réclament le respect de la part du gouvernement et tentent ainsi de restaurer leur dignité. La mobilisation ne saurait être réduite aux controverses autour du parc Gezi et l'accroissement de la mobilisation n'est pas à mettre au seul crédit de la personnalité de R. T. Erdogan. Ce soulèvement populaire puise dans un ressenti négatif qui se diffuse lentement depuis quelques années et qui a trait à l'érosion des droits et libertés civils, à la criminalisation de la dissidence et à une sorte de néolibéralisme autoritaire urbain imposant des projets pharaoniques sans considération des effets sur les populations. Le fait que la résistance se soit organisée autour d'un projet d'aménagement urbain est emblématique. Depuis 2004, de nombreux projets de ce type causant des déplacements forcés et des destructions sans précédent ont été contestés par des mouvements et des associations de quartier, peut-être sans grand résultat mais avec une effervescence croissante¹⁵. Ceci signifie que de plus en plus de gens réclament le droit d'être entendu et d'être impliqué, dans un

¹⁴ Propos de Burak Cop, un des participants à la résistance de Gezi, disponibles sur <http://t24.com.tr/yazi/taksim-komunu/6822> (consulté le 7 octobre 2013) (notre traduction).

¹⁵ Dans plusieurs grandes villes de Turquie, les quartiers visés par les projets de transformation urbaine s'organisent et constituent des mouvements urbains, des associations de quartiers et des plateformes de lutte pour le droit à la ville : Association de Sulukule, Association de Fener-Balat-Ayvansaray, Mouvement du peuple pour l'urbanisme, association Un espoir, association Derbent, Association d'embellissement de Gülsuyu-Gülensu, Bureau du droit au logement pour la vallée de Dikmen, etc.

contexte où ils ne disposent que de peu de moyens pour le faire valoir. Ils veulent avoir le droit de déterminer leur propre avenir. Les manifestations peuvent, en un sens, être lues comme la réclamation par les acteurs de ce qui pourrait être un monde juste et équitable. Rejetant l'idée néolibérale selon laquelle la démocratie va de pair avec l'économie de marché, les manifestants réagissent contre certaines injustices actuelles mais ils estiment qu'elles relèvent de manière plus générale d'une conception particulière de l'espace urbain et se mobilisent donc également pour faire valoir une justice spatiale en son sein. Dans le même temps, ils ont aussi commencé à formuler de nouvelles idées avec un nouveau répertoire d'action imaginative dont l'une consistait à organiser des forums dans les parcs des grandes villes du pays pour permettre à tout le monde d'exprimer ses opinions et propositions, dans un souci d'apparaître comme une force de proposition et non uniquement d'opposition.

Réclamer un nouvel éthos dans la cité ?

Victime, comme les milieux d'extrême gauche, de l'oppression politique du régime kémaliste et d'interdictions politiques et juridiques depuis les années 1990, le Parti de la justice et du développement (AKP) s'attache depuis 2007, et notamment avec le procès Ergenekon, à prendre sa revanche sur les élites kémalistes, qu'elles soient militaires, journalistiques ou intellectuelles. Comme le pouvoir de l'AKP s'est consolidé au fil des ans et notamment avec sa troisième élection, la contestation s'est progressivement affaiblie, voire éteinte face à un gouvernement se retranchant constamment derrière sa légitimité électorale, tout en la brandissant pour limiter les possibilités d'exercice des libertés civiles qui semblaient pourtant s'être élargies grâce à de nouvelles lois. Depuis 2009, de nombreux militants politiques, dont une majorité de Kurdes, sont emprisonnés au titre de lois antiterroristes vaguement formulées, sans motifs précis ni véritables preuves. La pression sociale qui découle de ce rétrograde fait sentir au travail et dans les universités et s'exerce sur les individus qui ne souscrivent pas à la vision du monde de l'AKP¹⁶. Une fois ses adversaires, notamment kémalistes, éliminés du champ politique et face à une opposition largement affaiblie, le gouvernement d'Erdogan a dû sentir qu'il pouvait exercer librement et pleinement son pouvoir légitimement acquis. Mais il n'a pas vu venir une nouvelle génération de citoyens urbains, de nouvelles formes de solidarité transcendant les divisions sociales, religieuses,

¹⁶G. Erdi Lelandais, « Les origines systémiques de la résistance à Gezi Park », disponible en ligne sur <http://villeenturquie.wordpress.com/2013/06/23/les-origines-systemiques-de-la-resistance-a-gezi-park/>, publié en juin 2013.

sexuelles et politiques, et l'émergence d'espaces politiques de contestation et de représentation composés d'individus prêts à risquer leur liberté et leur vie plutôt que de se résigner et d'accepter la situation.

Dans ce sens, on peut donc considérer la résistance du parc Gezi comme la revendication d'un éthos démocratique puisqu'elle a tenté de contester et de dépasser la rationalité socialement et éthiquement ancrées des conduites sociales et politiques dans le pays, à savoir les dichotomies gauche/droite, religieux/laïcs, socialiste/libéral, les clivages politiques nationalisme/internationalisme et les divisions identitaires ethniques et culturelles Turc/Kurde, hétérosexuel/homosexuel. En rejetant les vieilles traditions politiques fondées sur des divisions idéologiques et nationalistes, en se départissant de l'héritage politique des générations précédentes qui sacralisaient l'Etat et l'intégrité de la nation, en se revendiquant de la « Génération Y », les manifestations de Gezi expriment l'émergence d'un éthos démocratique, l'idéal d'une société transcendant les clivages politiques :

« Nous n'appartenons pas à un quelconque groupe politique. C'est une mobilisation civile, une lutte civile. Nous ne sommes pas sous une quelconque bannière. La seule chose qu'on essaie de faire est de soutenir la résistance ici et de faire entendre notre voix aussi, de ne pas rester chez nous, de pouvoir servir à quelque chose¹⁷. »

« C'est la résistance du peuple. Rien d'autre. Il faut qu'ils s'habituent à nous, qu'ils nous respectent. Nous avons notre légitimité. Nous réclamons aussi une chaise à la table. Ils doivent faire avec nous, sinon ils le regretteront¹⁸. »

Dans la résistance du parc Gezi, il y avait un groupe avec des femmes portant le voile. Baptisé « Les musulmans anticapitalistes », il manifestait aux côtés des gays, des lesbiennes, des transsexuels, des syndicalistes. Des fans des plus grands clubs de football de Turquie (et notamment le groupe Çarşıde Besiktas avec ses actions directes dans la rue), des alevites, sunnites, chrétiens, athées, Arméniens, Kurdes, ainsi que des Turcs ont massivement protesté ensemble tout en se protégeant mutuellement contre la violence policière. En ce sens, ce type de mobilisation constitue une première dans l'histoire politique de la Turquie contemporaine puisque jusqu'alors, les clivages politiques et ethniques avaient toujours été les facteurs déterminants des mobilisations sociales. Les révoltes de Gezi n'ont pas été organisées ou structurées autour des appartenances ou affiliations culturelles, de genre, ethnique, religieuse ou politique établies. Ce qui a rapproché les manifestants et les a amenés à la

¹⁷ Interview de Duygu, *art. cit.*

¹⁸ Propos de Burak, enseignant, 33 ans. Disponibles sur <http://t24.com.tr/yazi/taksim-komunu/6822> (consulté le 7 octobre 2013).

*stasis*¹⁹, c'est leur capacité politique à se considérer comme égaux et leur désir de résister à une gouvernance répressive et autoritaire.

Le parc Gezi a été un déclencheur. Les individus militants contre un réaménagement des espaces de la ville guidé par la maximisation du profit, avec peu ou pas de possibilités de contestation démocratique et certainement pas de consultation²⁰, comme ceux refusant la pression sociale croissante visant à imposer des codes moraux conservateurs qui dictent comment s'habiller, que faire, comment se comporter et que boire dans l'espace public ont décidé, à la suite de la destruction annoncée du petit parc, de passer à l'action. Il s'agit d'une révolte de citoyens qui veulent être considérés comme des partenaires légitimes dans la production de leurs espaces urbains et préserver un mode de vie qui ne soit pas réglementé et limité par des codes moraux imposés par un gouvernement à tendance islamiste. C'est une révolte politique des citoyens – même s'ils ne se réclament pas d'une appartenance politique – réclamant leur dignité tout en exposant leurs idéaux et aspirations²¹. Ce qui les unit, c'est leur volonté d'affirmer leur capacité politique, formant des solidarités dans l'espace urbain au lieu de tomber dans le piège des divisions politiques éculées.

Cette demande déborde donc le champ politique. Au-delà des revendications relatives à l'exercice des libertés individuelles s'exprime une opposition aux ordres politiques et spatiaux déterminés par des règles à la fois conservatrices et néolibérales ainsi qu'une demande pour un nouvel éthos de la cité. Ce nouvel éthos de la cité s'oppose à la marchandisation croissante de l'espace urbain, à l'exclusion des habitants de la ville des processus de décision et de mise en œuvre des projets urbains qui affectent directement leur vie quotidienne. Des slogans comme « Ne touche pas à ma maison, à ma terre, à mon jardin, à mon village, à mon eau », « Que l'AKP soit détruit et remplacé par un centre commercial » et des chants inventés pendant l'occupation du parc illustrent ce rejet et l'aspiration à une autre ville :

*Quand ils n'ont pas pu vendre leur ombre, ils ont vendu les forêts
Ils ont détruit et fermé les cinémas et les places
Tu es fait entièrement de shopping malls
Qu'est devenue notre ville ?
Elle est remplie des bâtiments aux hormones
Y en a marre [...]*

¹⁹ Mustafa Dikeç définit cette notion comme un silence perturbateur ; être debout contre quelque chose mais aussi debout pour une autre. M. Dikeç, « Fraudulent Democracy and Urban Stasis in Turkey », *Society and Space-Environment and Planning D*, juin 2013, article publié en ligne: <http://societyandspace.com/2013/06/14/commentary-by-mustafa-dikec-fraudulent-democracy-and-urban-stasis-in-turkey/#comments> (consulté le 30 juin 2013).

²⁰ G. Erdi Lelandais, « Citizenship, Minorities and Right to the City in Istanbul », *Citizenship Studies*, n°17, 2013, à paraître.

²¹ M. Dikeç, « Fraudulent Democracy and Urban Stasis in Turkey », *op. cit.*

Cette aspiration à un nouvel éthos traduit à la fois une envie de vivre dans une société et dans une ville démocratique et un refus de la néolibéralisation de l'espace. En raison des politiques de transformation urbaine imposées par les décideurs dans l'ensemble du pays, des milliers d'habitants ont perdu leur maison et ont dû quitter leur quartier, perdant de ce fait leurs ressources sociales et économiques²². Les tensions sociétales et les fragmentations urbaines se sont intensifiées ces dernières années sans qu'elles n'alertent les responsables politiques outre mesure. Des forêts et des rivières sont sacrifiées au profit des projets pharaoniques ou des intérêts des firmes privés²³.

L'examen de tous ces projets permet de conclure que l'objectif à long terme est de créer des villes dont les centres sont réservés au monde des affaires, au tourisme et aux loisirs (centres commerciaux, cinémas, parcs d'attraction, musées, etc.), où un type d'habitat et un style de vie sont imposés sans tenir compte des particularités culturelles, régionales et environnementales. Dans ce cadre, la ville n'est plus perçue comme un projet humain social mais plutôt comme une source de rentabilité. Ces visions antagonistes de la ville nous renvoient à l'idée d'Henri Lefebvre concernant la production de l'espace. Pour lui, l'espace intègre, en soi, différentes interprétations possibles en fonction de la position des acteurs concernés. L'espace perçu et l'espace conçu constituent les deux dimensions majeures de l'espace²⁴. Le premier renvoie à la perception quotidienne de l'espace par ceux qui l'habitent, tandis que le second désigne les constructions abstraites et techniques de l'espace, qui sont souvent celles des entreprises et des promoteurs immobiliers. Lefebvre considère l'espace perçu de la vie quotidienne comme un important lieu de résistance. Ce qui se passe autour du parc Gezi et un peu partout en Turquie est une des illustrations de la lutte d'appropriation de l'espace entre des acteurs antagonistes. Sa destruction peut être considérée comme une nouvelle tentative d'imposer « l'espace conçu » des acteurs publics. L'importance symbolique de la place Taksim sur laquelle le parc débouche a contribué à accentuer cette lutte d'appropriation. Car, pour toutes les sensibilités politiques du pays, cette place revêt un sens particulier : pour la classe ouvrière et les syndicats, c'est le lieu par excellence des démonstrations du 1^{er} mai ; pour les kémalistes, la place est le premier projet d'urbanisation conçue par Henri Proust sous la direction d'Atatürk ; et pour les islamistes, elle évoque un

²² G. Erdi Lelandais, « Space and Identity in Resistance against Neo-Liberal Urban Planning in Turkey », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 38, 2014 (à paraître).

²³ Rien qu'en mer Noire, sur les rivières de la région, plus de 300 centrales hydroélectriques privées ont été installées en empêchant l'accès à l'eau potable aux populations de nombreux villages.

²⁴ H. Lefebvre, *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1974.

mauvais souvenir puisque le parc a été construit sur le site d'une caserne militaire détruite par le régime kémaliste parce qu'elle avait hébergé une rébellion islamiste. Si les deux premiers voulaient faire vivre la place telle qu'elle est, les derniers voulaient effacer la mémoire de la période républicaine de cette place emblématique.

La révolte du parc Gezi a montré que les habitants rejettent un système politique prétendument démocratique mais où la démocratie se résume aux élections et à la représentativité parlementaire. À cette conception passive de la citoyenneté, elle a opposé une citoyenneté urbaine dépassant les représentations institutionnelles de l'expression politique, appelant de ses vœux une démocratie directe et réclamant un droit à la ville. Dans l'organisation des résistances, c'est cette revendication que nous avons observée à travers les campagnes organisées et les pratiques quotidiennes des habitants : même s'ils ne la formulent pas toujours explicitement, elle s'apparente clairement, dans ses modalités et dans sa substance, à la revendication d'un droit à la ville. Si l'on part du constat que la résistance autour de l'occupation du parc Gezi est née d'une injustice ressentie par les habitants dans la reconfiguration de la ville, elle trouve donc son fondement dans la référence à la justice spatiale et au droit à la ville, deux concepts sensiblement consubstantiels. Le droit à la ville implique que les citoyens-citadins et les groupes qu'ils peuvent constituer puissent avoir accès à tous les réseaux et circuits de communication, d'information, d'échange. Le droit à la ville légitime pour les citoyens le refus de se laisser écarté de la réalité urbaine par une organisation discriminatoire et ségrégative²⁵. De ce fait, il pose les jalons d'une citoyenneté urbaine²⁶. Dans le cas des manifestations du parc Gezi, ce droit à la ville ne signifie pas la revendication des droits découlant de l'appartenance à la ville mais plutôt le droit de faire partie de la ville, de l'investir à leur manière et de refuser une quelconque imposition des modes et styles de vie. Sous cet angle, la revendication d'un ethos pour la cité est indissociable de celle d'un ethos démocratique englobant la société. D'après David Harvey, le genre de ville que nous voulons ne peut être dissocié du type de liens sociaux, de relation à la nature, de modes de vie, de technologies et de valeurs esthétiques que nous désirons²⁷. Le droit à la ville est bien plus que la liberté individuelle d'accéder aux ressources urbaines : il s'agit d'un droit de nous changer nous-mêmes en changeant la ville. Il est, en outre, plus un droit

²⁵ H. Lefebvre, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.

²⁶ J. Stébé, H. Marchal, *Sociologie urbaine*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 101.

²⁷ Harvey D., « The Right to the city », papier présenté à la conférence « Urban Uprising! Re-imagining the city », New York, 30 novembre-1^{er} décembre 2012 (www.urban-uprising.org/node/26, consulté le 7 octobre 2013).

collectif qu'individuel depuis que cette transformation dépend inévitablement de l'exercice d'un pouvoir collectif pour remodeler le processus d'urbanisation.

La résistance du parc Gezi, avec sa force unificatrice, son refus des règles du jeu politique imposées par le haut et son désir de vivre dans une ville respectueuse de ses habitants et de son environnement, privilégiant d'abord le bien-être collectif, constitue dans cette perspective un exemple emblématique de l'exercice de ce pouvoir collectif.